

Nations Unies
**ASSEMBLEE
GENERALE**

ONZIEME SESSION
Documents officiels



TROISIEME COMMISSION, 703e

SEANCE

Jeudi 6 décembre 1956,
à 15 h. 15

New-York

SOMMAIRE

Point 33 de l'ordre du jour:	Pages
Projet de convention sur la nationalité de la femme mariée (<i>suite</i>)	
Article nouveau (<i>fin</i>).....	109
Article 7	110

Président: M. Hermod LANNUNG (Danemark).

POINT 33 DE L'ORDRE DU JOUR

Projet de convention sur la nationalité de la femme mariée [résolution 587 E (XX) du Conseil économique et social, A/2944, A/3059, A/C.6/L.373, A/3154 (chap. VII, sect. IX, par. 541), A/3193, A/C.3/L.519, A/C.3/L.520] (*suite*)

ARTICLE NOUVEAU (*fin*)

1. Le PRESIDENT invite ceux des membres de la Commission qui le désirent à expliquer leur vote de la séance précédente.
2. M. MARTINS DE CARVALHO (Portugal) souligne qu'en ce qui concerne les conventions d'application universelle, certains pays se trouvent dans une situation spéciale et ne peuvent signer ces conventions que si certaines dispositions y figurent. C'est uniquement pour cette raison que la délégation du Portugal a voté en faveur de l'amendement belge (A/C.3/L.513) qui tenait compte de la structure juridique et politique de certains États. Cet amendement n'ayant pas été adopté, la délégation portugaise a voté en faveur de l'amendement commun (A/C.3/L.523/Rev.1 et A/C.3/L.523/Add.1 et 2) qui répondait aux mêmes exigences et qui représentait un heureux effort de conciliation.
3. M. ABIDIA (Libye), absent au moment du vote, demande qu'il soit indiqué dans le compte rendu que sa délégation était opposée aux deux amendements présentés.
4. Mlle BERNARDINO (République Dominicaine) s'est abstenue lors du vote sur l'amendement commun (A/C.3/L.523/Rev.1 et A/C.3/L.523/Add.1 et 2), conformément aux principes dont s'inspire sa délégation en ce qui concerne cet aspect des droits de la femme. La délégation dominicaine croit en effet à l'universalité de ces droits, dont doivent bénéficier sur un pied d'égalité absolue les femmes des États métropolitains et celles des territoires non autonomes. Elle apprécie cependant à sa juste valeur l'effort de conciliation qui a été fait par les délégations du Pérou, du Chili et du Mexique et par la délégation du Royaume-Uni pour faciliter l'application de la convention sur la nationalité de la femme mariée, notamment dans les territoires coloniaux.

5. La délégation de la République Dominicaine souhaite que la majorité des États Membres signent la convention pendant la présente session de l'Assemblée générale. Elle espère qu'une fois la convention ratifiée, les pays signataires la mettront en œuvre de façon à abolir toute discrimination entre hommes et femmes en matière de nationalité. Il est essentiel que la femme ne se trouve pas privée de sa nationalité d'origine par suite de son mariage avec un étranger.

6. Mlle Bernardino voudrait savoir si les Gouvernements de l'Arabie Saoudite, de la Syrie et de l'Afghanistan seront en mesure de signer la convention puisqu'elle ne contient pas de clause coloniale.

7. M. BAROODY (Arabie Saoudite) déclare qu' aussitôt après l'adoption de la convention, sa délégation la fera traduire en arabe et la communiquera à son gouvernement en l'accompagnant de ses commentaires les plus favorables. Il ne peut toutefois préjuger la décision définitive de son gouvernement.

8. M. MARRIOTT (Australie) précise que son gouvernement est prêt à étendre les dispositions de la convention aux territoires non métropolitains qu'il administre. C'est pourquoi la délégation australienne n'a pas souligné les difficultés que pouvait soulever l'amendement commun. Elle aurait préféré que les Puissances administrantes disposent d'une plus grande latitude en ce qui concerne l'application de la convention; M. Marriott a pu, néanmoins, voter en faveur de l'amendement commun.

9. M. BRINSON (Royaume-Uni) a voté en faveur des deux amendements présentés, qui auraient permis à son gouvernement de consulter les territoires non autonomes dans les cas où cette consultation est indispensable en vertu des pratiques constitutionnelles en vigueur. La délégation du Royaume-Uni regrette vivement le résultat du vote qui semblerait indiquer que la majorité des membres de la Commission attache plus d'importance à l'anticolonialisme doctrinal qu'aux objectifs pratiques qui consistent à assurer une autonomie progressive et une application aussi étendue que possible de la convention. Il est intéressant de noter, à propos de la question que vient de poser la représentante de la République Dominicaine, que pratiquement aucun des États arabes et des États d'Asie dont les représentants ont voté contre l'amendement péruvien n'a encore ratifié la Convention sur les droits politiques de la femme [résolution 640 (VII) de l'Assemblée générale, annexe], qui ne contenait pourtant pas de clause d'application territoriale. En raison de la décision prise par la Commission, le Royaume-Uni se verra peut-être dans l'obligation de voter contre la convention et se trouvera dans l'impossibilité d'y adhérer. La délégation du Royaume-Uni continuera cependant à participer à l'examen des différents articles.

10. M. AHMED (Pakistan) déclare que sa délégation est en faveur de l'application universelle de la convention dont les dispositions, fondées sur l'article 15 de la Déclaration universelle des droits de l'homme,

visent essentiellement à réaliser l'égalité des droits entre l'homme et la femme en matière de nationalité et à éliminer certaines des difficultés que rencontrent les femmes mariées à des ressortissants d'autres pays. C'est donc une convention de caractère purement humanitaire et son application ne devrait faire l'objet d'aucune limitation.

11. Aucun des deux projets dont la Commission était saisie n'était pleinement satisfaisant. Le colonialisme est appelé à disparaître complètement à brève échéance, mais, en attendant cette disparition, il aurait fallu trouver un moyen pratique pour que les femmes des territoires non autonomes puissent bénéficier des dispositions de la convention; il aurait fallu pouvoir imposer, dans ce domaine, une responsabilité à l'Etat métropolitain et obtenir de lui des garanties. La délégation du Pakistan a dû s'abstenir lors des votes relatifs aux deux amendements présentés.

12. M. MUFTI (Syrie) n'est pas en mesure de donner une réponse formelle au sujet de la décision finale du Gouvernement syrien touchant la convention. Mais la délégation syrienne a déjà voté pour les trois premiers articles de cette convention et elle en appuiera les autres dispositions si elles sont rédigées de façon satisfaisante. Elle a agi sur les instructions de son gouvernement, ce qui suffit à donner un aperçu de la décision que celui-ci prendra en définitive. M. Mufti est persuadé que l'absence de clause coloniale facilitera la tâche de son gouvernement et l'incitera à adopter une attitude favorable.

13. Mlle BERNARDINO (République Dominicaine) remercie les représentants de l'Arabie Saoudite et de la Syrie. La République Dominicaine, qui a été la première à ratifier la Convention sur les droits politiques de la femme, porte un grand intérêt à tous les problèmes de caractère social et sera sans doute au nombre des premiers signataires de la convention sur la nationalité de la femme mariée.

ARTICLE 7

14. Le PRESIDENT invite les membres de la Commission à examiner l'article 7 du projet de convention [résolution 587 E (XX) du Conseil économique et social].

15. M. MASSOUD-ANSARI (Iran) déclare que sa délégation s'intéresse tout particulièrement à cet article. Elle s'est en effet abstenue au sujet du préambule et des trois articles de fond de la convention, en raison de l'article 976 du Code civil iranien qui confère automatiquement la nationalité iranienne à toute femme étrangère qui épouse un Iranien. Cette disposition, qui a pour but de sauvegarder l'unité familiale et surtout de mettre la femme étrangère dans une situation identique à celle de son époux au regard de la loi, est d'ailleurs la seule qui soit en conflit avec les clauses de la convention. La délégation iranienne avait indiqué que si l'on remplaçait, à l'article premier, les mots "*ipso facto*" par les mots "sans le consentement de la femme", le Gouvernement iranien aurait pu adhérer sans réserve à la convention. Cette suggestion n'ayant pas été retenue, il reste au Gouvernement iranien la possibilité de formuler une réserve.

16. Beaucoup s'opposent, à juste titre, à l'inclusion de tout article concernant les réserves dans les conventions relatives aux droits de l'homme. Cependant, dans ce cas particulier où il y a conflit de lois et conflit d'idées, l'insertion d'une telle clause permettra aux pays dont la législation n'est pas tout à fait conforme aux

dispositions de la convention d'y adhérer dès son adoption. La délégation iranienne appuie donc l'article 7. En ce qui concerne les effets des réserves, elle considère que l'Etat réservataire ne doit pas être privé du bénéfice des autres dispositions de la convention dans ses rapports avec les Etats signataires, à moins que ceux-ci ne déclarent expressément qu'ils refusent de se considérer comme liés à son égard. La délégation iranienne serait prête, à première vue, à appuyer l'amendement de l'Union soviétique (A/C.3/L.519).

17. M. AZARA (Italie) craint que, malgré la présence d'une clause de réserve, son pays ne rencontre certaines difficultés lorsqu'il s'agira d'adhérer à la convention. La Constitution italienne, dont l'article 3 proclame le principe de l'égalité complète de tous devant la loi, énonce, à l'article 29, un autre principe également primordial, celui de l'unité familiale. Dans le système législatif italien, la femme suit la nationalité du mari. On étudie actuellement la possibilité de modifier certaines dispositions de la loi fondamentale sur la nationalité italienne qui date de 1912. On s'efforcera vraisemblablement d'éviter les cas d'apatridie et de tenir compte de la volonté de la femme, dans son intérêt propre comme dans celui de la famille et dans l'intérêt général de la société. Etant donné la situation actuelle, la délégation italienne devra s'abstenir lors du vote sur l'article 7.

18. M. WALDHEIM (Autriche) déclare que certaines dispositions de la convention diffèrent de la législation autrichienne qui est fondée sur le principe de l'unité familiale. L'article 7 de la convention présente donc une importance toute particulière pour l'Autriche. L'amendement cubain (A/C.3/L.520) apporte un élément nouveau, car il modifie considérablement la portée de la clause relative aux réserves. Cette question retiendra toute l'attention des autorités autrichiennes.

19. Mme MIRONOVA (Union des Républiques socialistes soviétiques) appelle l'attention sur les conséquences juridiques de l'article 7. En vertu de cet article, si un Etat faisait une objection à une réserve, la convention n'entrerait pas en vigueur entre lui et l'Etat réservataire. Or, les réserves aux conventions multilatérales portent rarement sur des dispositions fondamentales. Il serait donc préférable de décider que la convention sera applicable entre l'Etat réservataire et les autres Etats parties, à l'exclusion de la disposition qui aura fait l'objet de la réserve. Le droit de faire des réserves est sans doute une prérogative inaliénable des Etats souverains, mais les autres Etats signataires ont le droit de prendre position à l'égard de la réserve formulée. S'ils n'entendent pas se considérer comme liés par la convention à l'égard de l'Etat réservataire, ils doivent faire une déclaration expresse à cet effet. C'est sur ces considérations que repose l'amendement de la délégation soviétique (A/C.3/L.519).

20. L'amendement du Royaume-Uni (A/C.6/L.373, point 2) affaiblirait la convention. Celle-ci a précisément pour objet d'inciter les gouvernements à modifier les lois qui sont en conflit avec les dispositions de la convention. L'amendement britannique permettrait aux gouvernements de laisser subsister ces lois même après avoir adhéré à la convention qui se trouverait en conséquence privée de toute valeur pratique. L'amendement cubain (A/C.3/L.520) repose sur un principe erroné. On se demande d'ailleurs pourquoi, s'il exclut les articles premier et 2, il n'exclurait pas également l'article 3 qui contient aussi des dispositions de fond. Les deux amendements précités ne sont donc pas ac-

ceptables; il faut une formule qui, sans affaiblir le texte de la convention, tienne compte à la fois des principes de la Charte des Nations Unies et de ceux de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

21. M. VLAHOV (Yougoslavie) déclare qu'en principe sa délégation est opposée aux réserves, car elles pourraient avoir pour effet de réduire à néant la portée de la convention. Toutefois, si la majorité des délégations estiment qu'une clause de réserves est absolument indispensable, il faudrait limiter ces réserves à un minimum en précisant les articles qui pourront en faire l'objet. Pour sa part, la délégation yougoslave ne saurait accepter que l'on puisse formuler des réserves aux trois premiers articles qui constituent le fond de la convention.

22. M. MUFTI (Syrie) fait remarquer que l'article 7 du projet de convention comprend deux paragraphes, l'un concernant la formulation des réserves et l'autre leur retrait. Il aimerait savoir si l'amendement présenté par l'URSS (A/C.3/L.519) vise à remplacer le paragraphe 1 de l'article 7 ou bien l'ensemble de cet article. La suppression du paragraphe 2 serait regrettable, car les dispositions qui y figurent sont utiles et devraient être maintenues. La délégation syrienne aurait d'ailleurs préféré que les dispositions de la convention ne puissent pas faire l'objet de réserves. En effet, cette convention a une portée extrêmement restreinte et n'englobe que quelques aspects des problèmes qui se posent. Les différences qui pourront exister entre les législations des Etats signataires seront donc limitées et peu importantes et ne donneront probablement pas lieu à des réserves.

23. L'avantage que présente une clause de réserves est qu'elle permettra à un plus grand nombre d'Etats d'adhérer à la convention. Toutefois, les réserves devront être limitées à certains articles et en tout cas ne pas porter sur les articles fondamentaux. Pour cette raison, la délégation syrienne appuie l'amendement de Cuba (A/C.3/L.520), qui exclut la possibilité de formuler des réserves aux articles premier et 2. L'amendement de l'URSS (A/C.3/L.519) lui donne également satisfaction parce qu'il prévoit que certaines dispositions de la convention resteront applicables entre l'Etat qui aura fait des réserves et l'Etat ou les Etats qui n'auront pas accepté ces réserves; la collectivité internationale a en effet intérêt à ce que la convention reste en vigueur malgré les réserves éventuelles à quelques clauses. Mais cet amendement ne spécifie pas quels sont les articles qui pourront faire l'objet de réserves, ce que précise justement l'amendement de Cuba. Les deux amendements se complètent donc et devraient être adoptés en même temps.

24. Mme MIRONOVA (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare que sa délégation n'a pas repris dans son amendement (A/C.3/L.519) le paragraphe 2 de l'article 7, parce qu'il lui semble aller de soi que les Etats peuvent toujours retirer leurs réserves. Si la Commission juge utile de le préciser, la délégation de l'URSS ne voit pas d'objection à ce que ce paragraphe soit maintenu.

25. Mme MURPHY (Irlande) souligne que son gouvernement peut accepter sans réserve les articles de fond que la Commission a déjà adoptés (A/3059, par. 21). En effet, la législation actuellement en vigueur en Irlande correspond aux dispositions des articles premier et 2 et va même plus loin que celles de l'article 3. Mme Murphy fait à ce sujet un bref exposé de la législation applicable dans son pays en ce qui con-

cerne la nationalité de la femme mariée. Sa délégation aurait préféré qu'il n'y ait pas de clause de réserve dans la convention, mais, s'il en faut absolument une, elle appuiera l'amendement présenté par Cuba (A/C.3/L.520).

26. M. GOMEZ ROBLEDI (Mexique) estime que l'amendement soviétique vient utilement compléter l'article 7 du projet de convention en précisant la valeur juridique des réserves. Ses dispositions sont conformes à la législation panaméricaine et au principe de la liberté internationale dans le domaine juridique. En outre, elles consacrent le principe de la réciprocité et empêchent ainsi l'Etat qui formule des réserves de se trouver dans une situation privilégiée vis-à-vis des autres Etats. Pour ces raisons, la délégation mexicaine appuie l'amendement de l'URSS (A/C.3/L.519) avec lequel, à première vue, l'amendement cubain (A/C.3/L.520) ne lui paraît pas incompatible.

27. Mme ELLIOT (Royaume-Uni) déclare que l'article 7 doit être rédigé de façon à ne pas nuire à l'efficacité et à l'unité de la convention. Tout Etat contractant devra être lié par la convention vis-à-vis de toutes les autres parties.

28. Les articles premier et 2 étant les plus importants ne devront pas faire l'objet de réserves et c'est la raison pour laquelle la délégation britannique votera en faveur de l'amendement cubain (A/C.3/L.520). En revanche, l'amendement soviétique (A/C.3/L.519) prête à un certain nombre d'objections. Il permettrait en effet aux Etats de participer à la convention sans accepter les obligations essentielles qu'elle comporte. Tout Etat aurait le droit de faire toutes les réserves qu'il voudrait, et à autant de dispositions de la convention qu'il désirerait. Ces réserves pourraient permettre aux Etats de se dérober à toutes les obligations de la convention. Néanmoins, l'Etat en question pourrait prétendre être partie à la convention, dès lors qu'un seul autre Etat, soit par amitié, soit parce qu'il se trouverait dans une position analogue, soit par simple oubli, ne notifierait pas au Secrétaire général qu'il n'accepte pas les réserves formulées. D'autre part, l'amendement soviétique détruirait l'unité de la convention; s'il était adopté, la convention serait applicable entre certaines parties et non entre d'autres. Le système entraînerait d'ailleurs, dans la pratique, de grandes complications.

29. L'amendement britannique (A/C.6/L.373, point 2) permettrait au contraire de maintenir les réserves dans des limites raisonnables et de sauvegarder l'unité de la convention. Conformément à l'article proposé par le Royaume-Uni, un Etat ne pourrait formuler de réserves que si sa législation l'exigeait et toute réserve, pour être valable, devrait être acceptée par les deux tiers des Etats qui auraient signé la convention ou déposé leurs instruments de ratification ou d'adhésion. Si la réserve était acceptée, l'Etat qui l'aurait formulée deviendrait partie à la convention et celle-ci serait applicable entre cet Etat et toutes les autres parties, compte tenu de la réserve. En outre, l'amendement britannique prévoit que les Etats qui feraient des réserves devraient adapter leur législation aux dispositions de la convention, afin de pouvoir, le moment venu, retirer leurs réserves.

30. En conclusion, la délégation du Royaume-Uni votera en faveur de l'amendement cubain (A/C.3/L.520), mais, si cet amendement est rejeté, elle insistera pour que la Commission se prononce sur son propre amendement (A/C.6/L.373, point 2) qui, à son avis, garantit l'efficacité de la convention plus que ne le fait l'amendement de l'URSS (A/C.3/L.519).

31. M. EUSTATHIADES (Grèce) fait remarquer que la première phrase du texte français de l'amendement soviétique (A/C.3/L.519) ne lui paraît pas traduire fidèlement l'original. Comparant le texte russe au texte français, le représentant de la Grèce remarque qu'en lisant ce dernier on pourrait croire en effet que les Etats ne peuvent faire des réserves qu'à un seul article de la convention, alors que le texte russe dit non pas "à un article" mais "à l'un quelconque des articles de la présente Convention".

32. En ce qui concerne la clause de réserves, il faut tenir compte de deux considérations importantes: d'une part, l'unité de la convention; d'autre part, la ratification de cette convention par le plus grand nombre possible d'Etats. Dans la mesure où l'on tend vers l'uniformité de la réglementation conventionnelle — ce qui arrive si l'on exclut les réserves — on risque de ne pas avoir un grand nombre d'Etats contractants. Le risque est moins grand dans l'amendement soviétique; il s'accroît avec l'amendement britannique (A/C.6/L.373, point 2), pour devenir plus grand encore avec l'amendement cubain (A/C.3/L.520). L'amendement de l'URSS est celui qui paraît le plus acceptable. Mais, si la délégation soviétique a l'intention de reprendre la disposition du paragraphe 2 de l'article 7 du projet de convention, M. Eustathiades appelle son attention sur le fait que le paragraphe 4 de l'amendement britannique est plus souple, puisqu'il prévoit le retrait partiel des réserves. D'autre part, on pourrait compléter l'amendement de l'URSS en faisant allusion à l'état de la législation dans les différents pays et en mentionnant, comme cela est fait au paragraphe 1 de l'amendement britannique, que toute réserve devra être accompagnée de l'indication de la loi ou des lois auxquelles elle se rapporte.

33. M. MUFTI (Syrie) appuie la suggestion du représentant de la Grèce au sujet du retrait des réserves. Il précise toutefois que le fait de se prononcer en faveur de l'un des paragraphes de l'amendement du Royaume-Uni ne préjugera pas la position de sa délégation à l'égard de l'ensemble de cet amendement.

34. M. THIERRY (France) déclare que la Commission aborde l'un des problèmes les plus délicats et les plus complexes du droit international, car les réserves mettent en cause le problème de la législation internationale.

35. Les lois, qu'il s'agisse de lois internationales ou de lois internes, doivent répondre au souci de la généralité et de l'homogénéité. Or, en supprimant la clause territoriale, la Commission a déjà porté atteinte au principe de la généralité, car elle a ainsi empêché certains Etats de ratifier la convention. Il ne faut pas que la clause des réserves vienne porter un nouveau coup à ce principe, ni d'autre part qu'elle entame l'homogénéité de la convention. Il faut réaliser un équilibre entre cette généralité et cette homogénéité; autrement dit, il faut admettre les réserves tout en les limitant. La délégation française estime, conformément à l'avis rendu par la Cour internationale de Justice au sujet de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide¹, que les réserves ne devront pas porter sur ce qui constitue le noyau fondamental de la convention; elles doivent être conformes au but et à l'objet de celle-ci. Par conséquent, elle appuiera l'amendement présenté par Cuba (A/C.3/L.520) puisqu'il exclut la possibilité de formuler des réserves aux articles premier et 2, qui sont les articles essentiels.

¹ Réserves à la Convention sur le génocide, avis consultatif: C.I.J., Recueil 1951, p. 15.

36. Si l'on admettait, comme dans l'amendement soviétique (A/C.3/L.519), que les Etats seraient liés non plus par l'ensemble de la convention mais seulement par certaines clauses vis-à-vis des autres parties, on aboutirait à une distorsion regrettable de la convention et à des situations extrêmement complexes. Le Gouvernement français a toujours soutenu que la validité juridique des réserves est subordonnée à l'acceptation expresse ou tacite des Etats contractants originaires. Par conséquent, il faut rejeter le principe qui est à la base de l'amendement de l'URSS et s'en tenir à celui qu'énonce l'amendement du Royaume-Uni (A/C.6/L.373, point 2).

37. M. TSAO (Chine) fait observer que si, de manière générale, les réserves compromettent l'efficacité des conventions internationales, elles ont des conséquences particulièrement graves lorsqu'elles visent un texte très bref comme la convention sur la nationalité de la femme mariée. Si l'on admettait que les Etats puissent faire des réserves sur les deux premiers articles qui consacrent les principes fondamentaux sur lesquels repose toute la convention, celle-ci risquerait d'être pratiquement vidée de son contenu et se réduirait probablement à l'article 3, qui ne prévoit que des cas spéciaux. Pour éviter que l'efficacité de la convention ne soit ainsi gravement compromise, la délégation chinoise votera pour l'amendement cubain (A/C.3/L.520) et contre l'amendement de l'Union soviétique (A/C.3/L.519).

38. Mme KRASSOWSKA (Pologne) déclare que, les réserves étant parfaitement admises en droit international, la seule difficulté concerne l'effet que l'on doit leur reconnaître. La délégation polonaise estime pour sa part qu'à l'exclusion des dispositions qui font l'objet de réserves, la convention doit s'appliquer entre l'Etat auteur des réserves et les autres cocontractants. Telle est d'ailleurs, par exemple, la pratique interaméricaine. L'amendement de l'URSS (A/C.3/L.519) correspond aux vues de la Pologne; il permettrait en outre à un grand nombre d'Etats de devenir parties à la convention. Mme Krassowska votera donc en sa faveur.

39. Mme SHOHAM-SHARON (Israël) précise que son pays est l'un de ceux qui ont déjà signé et ratifié la Convention sur les droits politiques de la femme et qu'il a l'intention de signer et de ratifier également la convention à l'étude. Si, à la dixième session de l'Assemblée générale, sa délégation s'est abstenue lors du vote sur les trois premiers articles, c'était parce que le Ministère de la justice n'avait pas encore terminé l'étude du projet de convention. Comme la délégation israélienne l'avait expliqué à l'époque, elle s'était abstenue pour des raisons techniques et non pour des raisons de principe. Entre-temps, elle a été autorisée à voter en faveur des trois articles de fond. Le projet de convention est entièrement conforme à la pratique juridique israélienne.

40. La délégation israélienne estime qu'il serait peu souhaitable que les dispositions essentielles de la convention fassent l'objet de réserves. S'il en était ainsi, les avantages et l'efficacité de cette convention s'en trouveraient gravement compromis et son unité serait détruite. De l'avis de sa délégation, il serait donc préférable que les trois articles de fond ne fassent pas l'objet de réserves et que les Etats ne ratifient la convention qu'après avoir modifié leur propre législation de manière à la rendre conforme aux exigences de la convention. Etant donné que les deux premiers articles sont la raison d'être de la convention, la délégation israélienne

appuiera l'amendement cubain (A/C.3/L.520); elle croit que si l'on mentionnait l'article 7 au nombre de ceux qui ne devront pas faire l'objet de réserves, l'amendement cubain gagnerait en efficacité.

41. Mlle MAÑAS (Cuba) souligne que si l'on reconnaît aux Etats le droit d'apporter des réserves aux dispositions qui sont à la base même de la convention, on risque de rendre cet instrument parfaitement inutile. C'est pour écarter ce danger que la délégation cubaine a proposé un texte tendant à interdire toute réserve aux articles fondamentaux de la convention, les articles premier et 2. Si elle n'a pas fait mention de l'article 3, c'est parce qu'elle a voulu tenir compte des exigences de l'ordre public des Etats signataires. Elle n'en reconnaît pas moins qu'il serait souhaitable qu'aucune réserve ne soit faite aux trois articles de fond. La représentante de Cuba pourrait donc, si tel était le vœu de la majorité, modifier son texte pour qu'il vise également l'article 3. Dans ce cas, cependant, elle demanderait que la Commission vote séparément sur l'amendement initial (A/C.3/L.520) concernant les articles premier et 2 et sur la modification relative à l'article 3.

42. Mlle Mañas ne pourra se prononcer en faveur de l'amendement de l'Union soviétique (A/C.3/L.519) qui autorise les réserves sans limitation.

43. Mlle BRUUN (Danemark) souhaite que le plus grand nombre possible d'Etats puisse ratifier la convention; elle estime néanmoins que l'on ne saurait sacrifier les principes fondamentaux de la convention à seule fin d'assurer l'universalité de son application. Si les réserves sont trop nombreuses, il ne fait aucun doute que les dispositions de la convention risquent de devenir lettre morte. C'est pourquoi la délégation danoise ne peut accepter l'amendement soviétique (A/C.3/L.519) qui ne restreint en rien le droit des Etats de formuler des réserves. Elle préfère l'amendement proposé par Cuba (A/C.3/L.520) qui exclut toute réserve aux articles premier et 2. C'est le minimum que l'on puisse faire; sans doute même serait-il souhaitable d'interdire les réserves à l'article 3.

44. M. BRATANOV (Bulgarie) estime que, conformément à la pratique suivie en matière de traités multilatéraux, la convention sur la nationalité de la femme mariée devrait contenir un article sur les réserves. La délégation de l'Union soviétique a déposé à ce sujet un texte tout à fait acceptable qui apporte des précisions utiles.

45. La délégation bulgare ne considère pas l'amendement britannique (A/C.6/L.373, point 2) comme satisfaisant. Le paragraphe 2 du texte proposé par le Royaume-Uni est particulièrement contestable; il tendrait à limiter le nombre des pays participants à la convention, alors qu'il s'agit d'un instrument de caractère humanitaire.

46. M. MUFTI (Syrie) relève une contradiction dans l'exposé du représentant de la France. Celui-ci estime que la convention doit s'appliquer aussi largement que possible et critique néanmoins l'amendement soviétique selon lequel toutes les dispositions de la convention, à l'exclusion des dispositions faisant l'objet de réserves, seraient applicables entre l'Etat auteur de ces réserves et les autres parties. Il paraît pourtant difficile de nier qu'un tel texte ait nettement pour objet d'assurer la généralité d'application de la convention. Au surplus, il n'est pas incompatible avec la proposition cubaine (A/C.3/L.520), car l'expression "un article", qui figure dans l'amendement soviétique (A/C.3/L.519), doit s'entendre uniquement des articles sur lesquels il est possible de formuler des réserves. La

délégation syrienne considère que les articles fondamentaux de la convention ne doivent pas faire l'objet de réserves; elle est donc favorable au texte présenté par Cuba. Elle est également favorable à l'amendement soviétique qui précise de manière satisfaisante l'effet des réserves sur l'application de la convention.

47. M. Mufti propose, d'autre part, d'apporter deux amendements au paragraphe 2 de l'article 7. Le premier consisterait à insérer, après le mot "retirer", le membre de phrase "en tout ou en partie après son acceptation"; le deuxième serait d'ajouter à la fin du paragraphe la phrase suivante: "Cette communication prendra effet à la date de sa réception."

48. Le représentant de la Syrie votera contre l'amendement britannique dont le paragraphe 4 a d'ailleurs été repris en substance dans les amendements qu'il vient de présenter.

49. M. BRENA (Uruguay) souligne l'importance des dispositions de l'article 7 dont dépend, dans une large mesure, le sort de la convention. A une époque où les législations des Etats en matière de nationalité diffèrent beaucoup les unes des autres, un article portant sur les réserves paraît encore inévitable. C'est en effet le seul moyen de concilier la diversité des systèmes juridiques nationaux et les normes supranationales établies par traité. On doit remarquer, cependant, que, si toutes les dispositions d'une convention pouvaient faire l'objet de réserves, on serait en présence d'un instrument uniquement composé de clauses facultatives, qui n'aurait plus d'une convention que le nom. Pour éviter ce danger, il convient de préciser les articles sur lesquels des réserves peuvent ou non être formulées. Le texte actuel de l'article 7 du projet de convention laisse à la Commission la possibilité d'énoncer les articles qui lui paraissent rigoureusement impératifs. La délégation de Cuba a proposé de considérer comme tels les articles premier et 2. Cela paraît la solution la plus logique, car ces deux dispositions consacrent les principes fondamentaux qui sont à la base de la convention.

50. On peut se demander si l'on ne devrait pas retirer aux Etats la possibilité de formuler des réserves à l'article 3. La question est grave, car certains Etats — dont l'Uruguay — font une distinction entre la naturalisation et la citoyenneté, et cette distinction est souvent confirmée par des textes constitutionnels difficiles à modifier. Il ne faut pas oublier non plus que les dispositions de l'article 3 constituent elles-mêmes des réserves. En tout cas, un texte qui ne préciserait pas les articles sur lesquels des réserves ne pourraient être admises serait insuffisant. A cet égard, l'amendement de l'Union soviétique (A/C.3/L.519), qui permet des réserves sans limitation, ne donne pas satisfaction à la délégation de l'Uruguay. Elle ne pourrait l'accepter que s'il était rédigé de manière à interdire aux Etats de faire des réserves aux articles premier et 2.

51. La Commission se doit d'adopter un texte constructif qui améliore pratiquement le sort de la femme. L'amendement cubain (A/C.3/L.520) empêcherait les Etats de remettre en question les principes essentiels de la convention et paraît donc tout à fait à propos.

52. M. PUDLAK (Tchécoslovaquie) insiste sur le droit qu'ont les Etats souverains de formuler des réserves sur les articles d'une convention. Il votera pour l'amendement soviétique (A/C.3/L.519) qui, conformément à la pratique internationale, consacre ce droit sans équivoque. Il propose qu'en tout état de cause on remette à la séance suivante le vote sur l'article 7 et les amendements s'y rapportant.

53. M. EUSTATHIADES (Grèce) fait observer, à propos de l'exposé du représentant de la France, que la question des réserves ne se présente peut-être pas tout à fait de la même manière dans le cas de la convention sur la nationalité de la femme mariée et dans celui de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide. Dans ce dernier cas, l'interdiction des actes de génocide relevait du droit international général et les autres dispositions étaient relatives à la mise en œuvre. D'autre part, pour la convention sur la nationalité de la femme mariée, aucune clause de réserves n'est encore adoptée; la Commission est donc parfaitement libre de la libeller comme elle l'entend.

54. La Commission a le choix entre deux systèmes: admettre ou interdire les réserves. Si elle les admet, il est difficilement concevable que ces réserves ne puissent viser les articles premier, 2 et 3, car les autres articles ont trop peu d'importance pour que les Etats souhaitent formuler des réserves à leur sujet, à l'exception de l'article 9, et alors on n'aurait qu'à insérer dans cet article une disposition concernant les réserves. Au reste, quel que soit le système retenu, il faudra toujours résoudre des problèmes de droit international privé extrêmement complexes.

55. Précisant une intervention antérieure, le représentant de la Grèce déclare qu'il serait sans doute possible de faire figurer certaines parties des amendements du Royaume-Uni (A/C.6/L.373, point 2) dans l'amende-

ment de l'URSS (A/C.3/L.519); il souhaiterait connaître l'opinion des auteurs desdits amendements sur cette question.

56. M. MUFTI (Syrie) ne pense pas qu'une combinaison soit possible entre le texte du Royaume-Uni et celui de l'Union soviétique. On peut en revanche concilier le paragraphe 2 de l'article 7 du projet de convention et le paragraphe 4 de l'amendement britannique. Les amendements syriens tiennent compte de cette possibilité.

57. M. MARMOL (Venezuela), après avoir rappelé que les réserves aux conventions multilatérales sont habituelles en droit international classique, déclare que des réserves ne doivent pas être formulées sur les articles qui constituent le noyau des conventions. Cela est vrai en particulier dans le cas de la convention sur la nationalité de la femme mariée. La délégation du Venezuela votera donc pour la proposition de Cuba (A/C.3/L.520).

58. M. BRENA (Uruguay) pense que la majorité de la Commission serait peut-être disposée à accepter une formule de conciliation concernant l'article 7. On pourrait envisager de désigner, conformément à l'article 104 du règlement intérieur, une sous-commission qui serait chargée de préparer, avant la séance suivante, un texte de compromis.

59. M. PAZHWAK (Afghanistan) demande l'ajournement de la séance.

La séance est levée à 18 h. 15.